



Éducation et formation de la main-d'œuvre

L'éducation représente un levier important pour le développement local et régional, tant au niveau social, culturel qu'économique. Dans un contexte où le monde est de plus en plus axé sur le savoir, les enjeux liés à la scolarisation, à la formation et au développement de la main-d'œuvre sont des incontournables pour le développement de l'Abitibi-Témiscamingue. L'accessibilité à l'éducation et l'offre de service et de programmes adaptés aux besoins spécifiques de formation sont des préoccupations constantes des institutions d'enseignement.

Un réseau étendu sur le territoire

L'Abitibi-Témiscamingue compte cinq commissions scolaires qui regroupent 69 écoles destinées à l'enseignement primaire et secondaire général, six centres de formation professionnelle et autant de centres d'éducation des adultes. Au-delà de ces établissements, la région compte une école gouvernementale, le Conservatoire de musique de Val-d'Or, qui dispense une formation préuniversitaire. La région compte deux institutions d'enseignement supérieur: le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue (CAT) et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). Ces institutions offrent des services de formation à travers différents pôles géographiques de la région. Enfin, les communautés algonquines de Pikogan, Lac Simon, Winneway et Timiskaming gèrent leurs propres établissements scolaires.

En 2005-2006, les **écoles primaire et secondaire** de l'Abitibi-Témiscamingue étaient fréquentées par 21 991 élèves en formation générale des jeunes. Depuis 1996, le milieu de l'éducation subit de façon marquée les contrecoups de la baisse démographique. En 2005-2006, le nombre d'élèves a chuté d'environ 570 comparativement à l'année précédente (-2,5 %). Entre 2001-2002 et 2005-2006, la diminution des effectifs a été de 9,5 %. Les pertes les plus importantes se sont localisées au sein des commissions scolaires du Lac-Abitibi, Harricana et Lac-Témiscamingue.

En 2005-2006, 1 509 personnes se sont prévaluées d'une **formation professionnelle** à l'enseignement secondaire dans la région. Les commissions scolaires de Rouyn-Noranda et Harricana concentrent 60 % des effectifs en formation professionnelle. Comparativement à 2004-2005, on note une légère augmentation de 4 % des inscriptions. En contrepartie, la clientèle a chuté de 12 % depuis 1998-1999.

Selon les plus récentes données, près de 4 000 adultes suivent des cours de formation générale dans les **centres d'éducation des adultes** de l'Abitibi-Témiscamingue en 2004-2005. Entre 2003-2004 et 2004-2005, le bassin d'étudiants a diminué de 5 %, ce qui est une baisse plus importante que le Québec qui a vécu un recul d'à peine 1 %. Dans la région, les effectifs à la formation générale des adultes sont en croissance au sein d'une seule commission scolaire, celle du Lac-Témiscamingue. Sur une plus longue période, la clientèle fluctue tantôt à la hausse, tantôt à la baisse.

En 2006, le **Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue** comptait 2 383 étudiants inscrits à l'un ou l'autre de ses programmes de formation préuniversitaire ou technique. La répartition de la clientèle entre les campus est la suivante : 9 % étudient au campus d'Amos, 18 % à celui de Val-d'Or et le reste à Rouyn-Noranda (73 %). Globalement, une baisse des effectifs de l'ordre de 2 % est notée depuis 2002. La formation préuniversitaire enregistre une légère hausse de ses effectifs (6 %), alors qu'il en va d'une diminution de 9 % pour la formation technique.

L'**Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue** (UQAT) compte 2 578 inscrits en 2006. Au cours de la dernière année, la clientèle a augmenté de plus de 140 étudiants (6 %). Sur une plus longue période, l'institution a augmenté de 15 % son nombre d'inscriptions total entre 2002 et 2006. La collaboration grandissante avec les Premières Nations, la possibilité de suivre une formation à distance, les efforts de recrutement et de rétention constants et la particularité des programmes de formation sont autant de raisons pouvant expliquer l'augmentation des effectifs.

Sources : Direction générale des régions, Portrait statistique de l'éducation 2005 - Région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue (08), Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue et ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) pour les données universitaires (GDEU).

Profil des étudiants

Faisons maintenant un bref survol des clientèles qui composent le réseau de l'éducation de l'Abitibi-Témiscamingue, du primaire à l'universitaire.

Primaire et secondaire (2005-2006)

- 51 % de la clientèle est composée de garçons;
- 9 % des jeunes évoluent aux préscolaires 4 et 5 ans, 45 % au primaire et 46 % au secondaire.

Formation professionnelle (2006)

- 58 % de la clientèle est composée d'hommes;
- 63 % est âgée de plus de 20 ans;
- 74 % des élèves cheminent principalement dans six secteurs de formation: l'électronique, l'administration, le commerce et l'informatique, l'équipement motorisé, la santé, le bâtiment et travaux publics et les soins esthétiques.

Formation générale des adultes (2004-2005)

- 51 % de la clientèle est composée de femmes;
- 45 % des nouveaux inscrits sont âgés de 24 ans et moins;
- 51 % des inscrits poursuivent des études secondaires de 1^{er} ou 2^e cycle (51 %), 26 % se préparent à la formation professionnelle ou aux études supérieures. L'autre quart se répartit en alphabétisation, à la formation à l'intégration, au présecondaire ou à l'intégration socioprofessionnelle.

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue (2006)

- 57 % de la clientèle est composée de femmes;
- 50 % des étudiants cheminent à la formation technique;
- 50 % des étudiants à la formation préuniversitaire cheminent dans les sciences humaines, 28 % en sciences de la nature et 11 % en arts. Le reste étant inscrit aux sessions d'accueil ou de transition.
- Près des deux tiers des effectifs en formation technique se concentrent dans les programmes suivants : soins infirmiers, comptabilité et gestion, éducation spécialisée, électronique industrielle ainsi que travail social.
- Depuis 2000, le Cégep compte 63 inscriptions représentant une vingtaine d'étudiants étrangers en provenance d'une quinzaine de pays. La grande majorité des inscrits sont des hommes.
- Aux sessions hiver et automne 2006, il y a eu 28 inscriptions d'étudiants autochtones.

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (2006)

- 74 % de la clientèle est composée de femmes (61 % au Québec);
- 83 % est inscrite au premier cycle;
- 45 % est inscrite à temps complet;
- 63 % de l'ensemble de la clientèle de l'UQAT évolue dans les domaines d'études liés aux sciences de l'administration, aux sciences humaines et aux sciences de l'éducation. Ensuite, 12 % chemine dans le domaine de la santé, 4 % dans les sciences appliquées, 8 % en arts et études plurisectorielles et 13 % dans d'autres programmes.
- 121 étudiants étrangers en provenance d'une trentaine de pays, mais principalement du Maroc, de la France et de la Chine étudient à l'UQAT. La majorité des inscrits sont des hommes.
- Le campus de l'UQAT à Val-d'Or dispense de la formation à 103 étudiants des Premières Nations.

Formation dispensée chez les Premières Nations

L'offre de service et de programmes adaptés aux besoins spécifiques de formation des Premières Nations se développe dans la région, tant au collégial qu'à l'université.

D'importants projets de développement

Dès l'automne 2007, le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue pourra recevoir des cohortes d'étudiants en français dans le programme d'Accueil et d'intégration et en anglais dans le programme Access to college. Ces programmes visent à fournir aux étudiants l'occasion d'entreprendre des études collégiales tout en développant des compétences de gestion des études et de leur vie personnelle en contexte urbain. Les services seront dispensés au Campus de Val-d'Or.

En octobre 2006, le gouvernement du Québec a confié au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue le rôle d'implanter, en collaboration avec le Collège Dawson, un centre d'études collégiales autochtones. Cette annonce confirme le rôle du Cégep en matière d'enseignement supérieur collégial francophone auprès de 22 communautés des Premières Nations du Québec.

Toujours en octobre 2006, les gouvernements du Canada et du Québec ont annoncé respectivement un investissement de 3,8 M\$ à l'UQAT pour le projet de construction d'un pavillon des Premières Nations à Val-d'Or. Cet investissement venait clore la recherche de financement en cours depuis de nombreuses années dans la région. L'établissement de ce pavillon répondra aux besoins d'une clientèle évaluée à environ 200 étudiants tout en comblant le besoin d'espace pour l'enseignement et l'hébergement de la clientèle crie et algonquine.

Saviez-vous que...

À l'automne 2005, la grande majorité des diplômés du secondaire de la région ont choisi de s'inscrire au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue ? Des 627 diplômés du secondaire de la région qui se sont inscrits au collégial, 490 d'entre eux (78 %) l'ont fait au sein de l'un ou l'autre des trois campus du Cégep. Quelque 137 diplômés du secondaire de la région se sont inscrits dans un autre collège du Québec.

En conséquence, parmi l'ensemble des 510 étudiants diplômés du secondaire nouvellement inscrits au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, 96 % proviennent de la région (490), alors qu'une vingtaine de diplômés proviennent de l'extérieur de la région. Au net, on estime ainsi à 117, le nombre d'inscriptions qui ont « échappé » au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue en 2005.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Scolarisation et diplomation

Rappel sur le niveau de scolarisation

Depuis des décennies, l'Abitibi-Témiscamingue enregistre un taux de sous-scolarisation élevé. Ce taux représente la part de la population n'ayant pas obtenu de diplôme d'études secondaires. Dans la région, 43 % de la population de 15 ans et plus est sous-scolarisée contre 32 % au Québec. Des gains importants ont toutefois été réalisés : le taux de sous-scolarisation est passé de 50 % en 1991 à 46 % en 1996 pour se situer à 43 % en 2001.

Dans la région, sur 100 personnes :

- 43 n'ont pas de diplôme d'études secondaires
- 16 ont un diplôme d'études secondaires
- 6 ont un diplôme d'études professionnelles
- 12 ont débuté le collégial ou l'universitaire sans avoir décroché de diplôme
- 15 ont un diplôme d'études collégiales
- 8 ont un grade universitaire

L'acquisition des compétences de base

L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIIA) fournit un bilan des niveaux de compétence de la population adulte en littératie. La littératie rend compte de la capacité de comprendre et d'employer des imprimés dans la vie quotidienne, au foyer ou au travail. Cela n'évalue pas si une personne peut lire ou pas, mais plutôt comment elle lit. Voici les principaux résultats de l'enquête pour la compréhension de textes suivis (éditoriaux, reportages, dépliants, manuels d'instruction, etc.) chez la population québécoise âgée de 16 ans et plus.

Répartition de la population québécoise selon les niveaux de compréhension de textes, 2003

Niveaux de compréhension	Taux
Niveau 1 Très faibles compétences	22,3 %
Niveau 2 Faibles compétences	32,3 %
Niveau 3 Niveau minimal souhaité de compétences	32,8 %
Niveaux 4 et 5 Compétences élevées	12,6 %

Source : Institut de la statistique du Québec.
La littératie au Québec en 2003, 2006.

Si on extrapole les taux québécois à la population régionale, près de 26 000 personnes possèdent de très faibles compétences en compréhension de texte alors que 37 600 affichent de faibles compétences. Ainsi, on peut estimer que 63 600 personnes en Abitibi-Témiscamingue n'atteignent pas le niveau 3, soit « le niveau minimal permettant de comprendre et d'utiliser l'information contenue dans des textes et des tâches de difficulté grandissante qui caractérisent la société du savoir émergente et l'économie de l'information ». En conséquence, près de 53 000 personnes sont capables d'intégrer plusieurs sources d'information et se classent ainsi aux niveaux 3, 4 et 5.

Obtention d'un premier diplôme chez les jeunes et les adultes

En Abitibi-Témiscamingue, parmi les élèves de moins de 20 ans inscrits au secondaire en 1999-2000, 67,8 % ont obtenu leur premier diplôme (général ou professionnel) en 2005-2006, soit après un délai de sept ans. Ce taux s'établit à 74,5 % pour les filles et à 61,2 % pour les garçons. La proportion de jeunes diplômés dans la région demeure légèrement inférieure à celle du Québec (71,2 %). Le taux d'obtention d'un premier diplôme au secondaire se maintient au cours des dernières années dans la région.

Il serait incomplet d'analyser le taux de diplomation au secondaire sous l'angle des jeunes uniquement, que ce soit dans le parcours régulier ou professionnel. Le taux d'obtention d'un premier diplôme du secondaire mesure la proportion d'une génération qui persévère jusqu'à l'obtention d'un diplôme (jeunes et adultes). Ainsi, en 2004-2005, le taux d'obtention d'un premier diplôme au secondaire est plus élevé dans la région (86,9 %) qu'au Québec (85,4 %).

• À la formation professionnelle

À la formation professionnelle, le taux de diplomation des élèves de la région est légèrement plus élevé que celui du Québec. La cohorte de 2001-2004 a obtenu un diplôme dans une proportion de 77,7 % ici, alors qu'au Québec elle était de 76,0 %. Les clientèles féminines et masculines performant mieux ici que dans l'ensemble du Québec. Les trois dernières cohortes affichent un taux de diplomation comparable dans la région.

• Au collégial

Au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, près de 39,1 % des élèves inscrits en 2001 avaient obtenu un diplôme d'études collégiales (DEC) après la durée prévue de leurs études, soit deux ans au préuniversitaire et trois ans à la formation technique. Bien que peu élevé, il s'agit d'un taux supérieur à celui des élèves du Québec (36,1 %). Le taux de diplomation est plus élevé chez les femmes que chez les hommes dans la région, suivant la tendance québécoise.

• À l'université

Parmi les personnes ayant fait leurs études secondaires au Québec, 23 % ont obtenu un baccalauréat en 2003. Parmi les étudiants originaires de la région, qui y résident ou non, 17 % en ont fait autant. Cette performance place la région au 14^e rang dans la province. Entre 2001 et 2003, la région a vu croître son nombre de bacheliers de 13 %, lui valant le 6^e rang au Québec pour cette variation positive.

Sorties du secondaire sans diplôme

Les décrocheurs se définissent comme faisant partie de la population qui ne fréquente pas l'école et qui n'a pas obtenu de diplôme du secondaire. Au cours de l'année scolaire 2004-2005, 23,6 % des jeunes inscrits en formation générale dans une école secondaire publique de la région avaient laissé leurs études avant d'avoir obtenu un diplôme. Il s'agit d'un taux moins élevé que dans le secteur public du Québec (27,8 %) et même que celui des secteurs public et privé réunis (24,5 %). L'évolution du taux de décrochage est à la hausse tant chez les filles que chez les garçons dans la région par rapport à 2003-2004, alors qu'on remarque la situation inverse au Québec.

La formation continue et de la main-d'œuvre

On entend de plus en plus parler de l'importance d'apprendre tout au long de la vie. Deux visions de la formation continue coexistent. Du point de vue individuel, elle s'articule autour de la formation initiale et inclut tous les apprentissages acquis, crédités ou non. Dans la pratique, elle est généralement de plus en plus associée à la formation en milieu de travail.

Selon l'Enquête sur la littératie (Institut de la statistique Québec), 43 % des personnes âgées de 16 à 65 ans participent à des formes structurées d'éducation et de formation des adultes. Si on extrapole cette donnée à la population de l'Abitibi-Témiscamingue, cela pourrait représenter quelque 43 000 personnes qui participent à des activités de formation continue, tant celles liées à l'emploi que celles plus générales. Par ailleurs, le taux de participation des travailleurs et des travailleuses à des activités de formation afin de perfectionner leurs compétences professionnelles est passé de 20 % en 1997 à 32 % en 2002.

La Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre

Quelle place la formation de base, continue ou sur mesure occupe-t-elle dans une entreprise ? Les investissements réalisés à ce chapitre par les employeurs assujettis à la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre (loi 90) nous renseigne à ce chapitre. En vertu de cette loi, 1 % de la masse salariale des entreprises doit être injecté dans la formation (sans compter les fonds publics investis sous forme de crédits d'impôt). Depuis le 1^{er} janvier 2004, seules les entreprises ayant une masse salariale supérieure à 1 M\$ sont assujetties à la loi.

En 2004, 171 employeurs de l'Abitibi-Témiscamingue assujettis à la Loi ont déboursé 11,7 M\$ pour des activités de formation. Ces entreprises ont ainsi investi 1,6 % de leur masse salariale, ce qui dépasse la contribution minimale prévue par la Loi. Malgré une légère augmentation du nombre d'employeurs dont la masse salariale excède 1 M\$ entre 2003-2004, les dépenses de formation déclarées par ces entreprises ont diminué de 10 %, passant de 13,0 M\$ à 11,7 M\$. Avant les modifications à la loi, 642 entreprises de la région étaient assujetties, avec des dépenses de formation déclarées totalisant près de 15,9 M\$.

Nombre d'employeurs assujettis (masse salariale supérieure à 1 M\$) et dépenses en formation, Abitibi-Témiscamingue, 2003 à 2004

	2003	2004
Nombre d'employeurs	164	171
Dépenses en formation	13,0 M\$	11,7 M\$
Dépenses en formation/ Masse salariale	1,7 %	1,6 %

Source : Emploi-Québec, Bilan quantitatif sur la participation des employeurs à la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre en vertu de l'article 3, années civiles de 2001 à 2004, novembre 2005.

Emploi-Québec et le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi

En 2005-2006, Emploi-Québec a consacré plus de 17 M\$ en lien avec le Fonds de développement du marché du travail pour le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi. Par le biais de la mesure de formation de la main-d'œuvre (MFOR), plus de 8 M\$ ont été investis dans la formation des travailleurs sans emploi afin d'assurer une main-d'œuvre qualifiée, en collaboration avec les établissements de formation. Au chapitre des services aux entreprises, Emploi-Québec a accordé une aide technique ou financière à 226 entreprises dans la conduite de leurs projets de formation et dans la gestion de leurs ressources humaines. Aussi, 1,5 M\$ ont été investis auprès de quelque 300 travailleurs en emploi pour le développement et la mise à jour de leurs compétences.

Source : Emploi-Québec, Bilan des interventions 2005-2006.

La main-d'œuvre en éducation

En 2006, l'Enquête sur la population active estime à 5 300 le nombre d'emplois dans le secteur de l'éducation en Abitibi-Témiscamingue. À l'image de 1996 et 2000, il s'agit d'un sommet des emplois en éducation. Ce bassin représente 8 % de l'ensemble de la main-d'œuvre de la région, ce qui est légèrement plus élevé qu'au Québec. La majorité des emplois se concentrent dans le réseau des écoles primaires et secondaires. Le reste des emplois se situent surtout dans les établissements collégial et universitaire.

Situation actuelle et à moyen terme du bassin d'enseignants

Dans un contexte de décroissance scolaire, y a-t-il surplus ou pénurie de personnel enseignant au Québec? Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a tracé, en 2004, l'état de situation ainsi que les perspectives à court et moyen terme des besoins de recrutement pour le réseau primaire et secondaire. Qu'en est-il pour l'Abitibi-Témiscamingue?

Selon les perspectives à moyen terme des besoins en recrutement pour l'Abitibi-Témiscamingue, les données indiquent qu'entre 2006-2007 et 2010-2011, 155 retraites pourraient être effectives, dont la majorité au niveau secondaire (87). Aux départs à la retraite s'ajouteraient annuellement 78 autres départs, encore là, plus nombreux au secondaire (41). À l'image du Québec, les besoins en recrutement pour les cinq prochaines années se manifesteront pour des professeurs spécialisés en langue seconde, en éducation physique et en arts (musique notamment) au primaire, et en langue seconde, en français, en mathématiques et en sciences au secondaire. L'effet combiné des changements au régime pédagogique et la variation de la clientèle indique des besoins importants dans la région en 2006-2007. Ensuite, les besoins seraient deux fois moins élevés entre 2007-2008 et 2009-2010 pour croître à nouveau vers 2010-2011.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Surplus ou pénurie de personnel enseignant qualifié au Québec, 2004.